

## CASSE DES RETRAITES : SOYONS VIGILANTS !

En novembre dernier, les sénateurs LR ont voté un amendement pour repousser l'âge de départ à la retraite à 63 ans, et l'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités. **En pleine crise sanitaire, sociale et économique, les sénateurs de droite remettent en selle la réforme des retraites du gouvernement**, comme si de rien n'était. Cette réforme est en pause depuis le printemps 2020 et le début de l'épidémie, après que Édouard Philippe a utilisé le 49-3 pour faire passer en force un texte massivement rejeté par les Français. Les sénateurs LR veulent faire travailler plus longtemps, **alors que des centaines de milliers de jeunes sont au chômage !** La majorité de droite au Sénat a refusé toutes les propositions des sénateurs communistes sur le financement des retraites, qui permettraient de ne pas repousser l'âge de départ.

**Les communistes proposent :** la fin des exonérations et des régimes spéciaux pour les revenus du capital, la modulation des cotisations sociales et patronales et l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, qui rapporteraient plus de 130 milliards d'euros aux caisses de retraite.

**Droite, macronistes, extrême droite, libéraux de tout poil ont en effet un seul et même objectif : livrer les retraites aux assurances privées (pour ceux qui auront les moyens de se les payer).** Au moment même où la pauvreté explose, c'est encore plus scandaleux. Le gouvernement a tout intérêt à ne pas mettre le feu aux poudres avec un projet rétrograde et clivant.



**LE SECOURS POPULAIRE  
PEUT VOUS AIDER !**

Vous pouvez aussi soutenir son action :

- en faisant un don
- en devenant bénévole

Pour contacter le SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

**COMITÉ DE SAINT-JUST-EN-CHAUSSÉE DU SPF**

25, cité de Sereville - 60130 Saint-Just-en-Chaussée

☎ 06 30 25 13 99 ✉ [contact@spf60.org](mailto:contact@spf60.org)



**CONTRE LA COVID-19. TOUT LE MONDE A LE DROIT À UNE PROTECTION !**

*Pas de profit sur la pandémie !*

**SIGNEZ ET PARTAGEZ LA CAMPAGNE EUROPÉENNE  
pour faire des traitements et vaccins anti-Covid  
un bien commun public et sûr !**

**PÉTITION : <https://noprofitonpandemic.eu/fr/>**



**Pour faire le choix  
de l'humain**

**J'ADHÈRE**



Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

**SECTION PCF DE BRESLES - 48, rue du Général-de-Gaulle 60510 LA NEUVILLE-EN-HEZ**

☎ 06 85 15 37 80 ✉ [pcf.oise@orange.fr](mailto:pcf.oise@orange.fr) @pcfoise60 <http://oise.pcf.fr>

## L'opinion communiste

*L'Humain  
d'Abord*

Section PCF de Bresles - Cellule de La Neuville-en-Hez - Février 2021

## D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES POUR VIVRE ENFIN !



Utiliser la pandémie pour poursuivre la destruction des emplois et de notre industrie plutôt que de renforcer la solidarité, les services publics, les services de santé, montre à quel point **la politique menée depuis plus de trente ans est néfaste et tourne le dos à l'intérêt des Français.**

Alors que le nombre de chômeurs explose, que la pauvreté se développe, l'inquiétude grandit partout en France. Il est inacceptable que les grands groupes puissent à la fois profiter des aides financières de l'État de plusieurs milliards, et annoncer des dizaines de milliers de licenciements, tout en continuant à distribuer des dividendes à leurs actionnaires.

Les classes moyennes sont en train de s'appauvrir, les pauvres de passer dans la classe des déshérités absolus. Cette situation est contraire aux valeurs républicaines, contraire aux attentes de justice et d'égalité qui sont la marque notre pays depuis plus de deux siècles.

Le gouvernement, sentant la colère monter, prend des mesures liberticides pour tenter de faire taire le mécontentement, veut que nous vivions muselés.

**Il faut donner à chacun les moyens de se protéger et vivre.**

**La santé des Français doit primer sur toute autre considération**, y compris économique. Il faut donc stopper la casse industrielle et hospitalière, donner les moyens aux communes, à l'école et à la recherche de se développer. Renforcer la Sécurité sociale, les retraites plutôt que de les détruire.

Notre histoire a prouvé que quand le vase déborde, car la colère est grande, tout peut arriver. Notre histoire, comme celle de l'Europe, montre également que le choix des possédants entre la droite et l'extrême droite n'est pas un problème pour eux quand il s'agit de protéger leur argent.

**Faire de l'état d'exception, un état permanent est une menace pour la démocratie.** Le Président, minoritaire puisqu'élu sur le rejet de la candidate d'extrême droite, renforce sans cesse son autoritarisme.

**Rassemblons-nous, engageons l'action pour mettre fin à cette spirale politique.**

Jean-Michel CUVILLIER





## LE PCF, 100 ANS D'AVENIR

Nous avons fêté fin décembre les cent ans du Congrès de la SFIO à Tours en 1920, à l'issue duquel est né le Parti communiste français.

L'empreinte des communistes dans l'histoire politique et sociale de la France est plus profonde que ce qu'en perçoit généralement l'opinion publique.

Au sein du Front populaire en 1936, ils apportèrent **les congés payés, la réduction du temps de travail, les conventions collectives.**

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) mit sur pied **la Sécurité sociale, les comités d'entreprise, les statuts de la fonction publique...**

**Autant de réformes qui transformèrent la vie** de millions de Français et insufflèrent, y compris au niveau local, une philosophie à rebours des logiques marchandes.

Mais Ambroise CROIZAT, le père de la Sécu, prévenait déjà en 1946 :

**« NE PARLEZ PAS D'ACQUIS SOCIAUX, MAIS DE CONQUIS SOCIAUX, PARCE QUE LE PATRONAT NE DÉSARME JAMAIS. »**

Ces « conquis » ne cessent en effet d'être attaqués, écornés, démantelés.

**L'exigence aujourd'hui est bien de défendre leur existence. Mais aussi d'étendre leur champ d'action.**

**UN PCF À 30 % DES VOIX, ÇA CHANGE LA VIE !**

Ambroise CROIZAT LA SÉCURITÉ SOCIALE la RÉTRAITÉ par répartition les COMITÉS d'ENTREPRISES	Maurice THOREZ (Membre du Parti) Le STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE	Frédéric JOLIOT CURIE LE CEA	Henri WALLON LE CNRS
Fernand GRENIER LE DROIT DE VOTE DES FEMMES	Marcel PAUL EPF-99F STATUT DES MINEURS	Charles TILLON ministre de l'air, de la reconstruction	François BILLOUX santé publique économie nationale

**Ce que les ministres communistes ont créé à la Libération**



# LA FORÊT PUBLIQUE EST UN BIEN COMMUN À PRÉSERVER

Alors que le gouvernement distribue les milliards pour soutenir les entreprises les plus polluantes, il accélère le démantèlement de l'Office National des Forêts (ONF).

Depuis vingt ans, l'ONF est sous pression : en 2019, c'est 1 emploi sur 20 qui a été supprimé. **Moins d'agents, c'est moins de surveillance et une forêt livrée aux seuls intérêts économiques.**

Au détour d'une loi sur la simplification de l'action publique en octobre 2019 ou encore du débat sur le budget en 2020, le gouvernement multiplie les manœuvres pour accélérer la réduction des effectifs et remplacer les fonctionnaires par des salariés de droit privé. Au prétexte d'équilibrer les comptes, l'ONF est découpée en filiales et ses activités ouvertes à la concurrence. Avec la fin du statut de fonctionnaire, les agents restants seraient soumis à une pression beaucoup plus forte de la direction pour augmenter les prélèvements en forêt.

Dans l'indifférence générale, **nous sommes en train d'assister à une remise en cause du fondement même du code forestier et de la notion de service public forestier.**

**Aura-t-on encore des gardes-forestiers à La Neuville-en-Hez ?**



## VGÉ : L'AMNÉSIE

Le décès de Valéry GISCARD D'ESTAING a inondé les médias de commentaires et des minutes de silence se sont tenues.

Un fait social semble avoir été oublié : une grève des 300 000 fonctionnaires des PTT (la Poste maintenant) durant cinq semaines ! Élu en mai 1974, avec Jacques CHIRAC comme Premier ministre, le nouveau président subit dès octobre ce conflit social d'ampleur qui l'oblige à reculer.

Déjà en 1967, VGE était partisan d'une compagnie nationale de télécommunications, privée, mais il faudra attendre 1991 et le gouvernement ROCARD pour que tous ces libéraux relancent la casse du service public des PTT. On connaît la suite... Ce doit être cela la modernité selon GISCARD !

Avec humour, les grévistes scandaient dans les manifestations :

**« VALÉRY AU TRI, ANÉMONE AU TÉLÉPHONE ! »**



Affiche de campagne de Georges MARCHAIS